



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 19 janvier 2021

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°2021-0005 du 19 janvier 2021

Portant mise en demeure d'éliminer des appareils contenant des PCB

Société Papeteries du Léman à Publier

VU le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, section 4 du chapitre III du titre 4 du livre V relatif aux substances dites PCB, et son article L 171-8 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Alain Espinasse, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRHB/BOA/2020-022 du 24 août 2020 de délégation de signature à Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-1059 du 20 avril 2009 réglementant le fonctionnement des activités de de l'usine de fabrication de pâte à papier et de papier exploitée sur la commune de Publier par la société Papeteries du Léman ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 25 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'article R.543-20 du code de l'environnement précise que la détention d'appareils contenant des PCB ou tout mélange de ces substances dont la teneur ou la teneur cumulée est supérieure à 500 ppm en masse, est interdite ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté à l'issue de la visite du 20 novembre 2020 et de l'examen des documents remis par l'exploitant que la société Papeteries du Léman exploitait sur son site de Publier 3 combinés de mesure contenant entre 30 et 50 litres de fluide présentant des teneurs en PCB supérieures à 500 ppm ;



ARRÊTE

Article 1 :

La société PAPETERIES DU LEMAN (n° SIREN 400 333 225), dont le siège social est établi 1080 rue des vignes rouges 74500 Publier, est mise en demeure de respecter, avant le 31 décembre 2021, les dispositions de l'article R.543-20 du code de l'environnement. À ce titre elle devra mettre hors service et faire éliminer les 3 combinés de mesure contenant des PCB à des teneurs supérieures à 500 ppm qu'elle exploite dans son poste de transformation haute tension. Ceux-ci devront être traités soit par une entreprise agréée dans les conditions définies à l'article R. 543-34 du code de l'environnement, soit dans une installation classée pour la protection de l'environnement autorisée à les traiter, soit dans une installation qui a obtenu une autorisation dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

À ce titre, la société PAPETERIES DU LEMAN devra adresser à l'inspection des installations classées une copie de la commande du matériel destiné à remplacer les appareils sus-visés, avant le 30 mars 2021.

Article 2 :

Si à l'expiration du délai fixé, les dispositions faisant l'objet du présent arrêté préfectoral n'ont pas été respectées, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Le présent arrêté sera notifié à la société PAPETERIES DU LEMAN.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'article 1.

Article 3 :

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

-monsieur le maire de Publier.

Pour Le préfet,
Madame la Secrétaire Générale,



Florence GOUACHE